Zeitschrift: Bulletin CILA : organe de la Commission interuniversitaire suisse de linguistique appliquée

Herausgeber: Commission interuniversitaire suisse de linguistique appliquée

Band: - (1981)

Heft: 33: Le Schwyzertütsch : 5e langue nationale?

Artikel: Synthèse et conclusion

Autor: Schwander, M.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-978172

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Synthèse et conclusion

M. SCHWANDER, rédacteur, Lausanne.

Je dis toujours que le journalisme serait le plus beau des métiers du monde s'il ne fallait pas écrire. Or, quand il faut parler, c'est encore pire. Comme j'ai l'habitude de rédiger mes articles loin de la colère de mes lecteurs, bien à l'abri, je me sens maintenant un peu perdu devant un auditoire de spécialistes. Permettez-moi tout de même de vous dire combien j'ai apprécié les conférences et les débats qui se sont déroulés pendant ces trois jours. J'y ai beaucoup appris. Mais n'attendez pas trop de cette synthèse. Je commencerai par quelques réminiscences personnelles. Quant au problème qui nous intéresse, je le traiterai plutôt sous forme de questions, et ma conclusion – si vous permettez le paradoxe – restera ouverte.

J'habite le Pays de Vaud depuis une dizaine d'années à titre de correspondant du Tages-Anzeiger. J'essaie de faire connaître les Romands aux Suisse alémaniques, de créer des liens et de favoriser l'osmose nécessaire entre nos communautés linguistiques. Je me propose de vous raconter quelques tribulations d'un Suisse en Suisse.

Mon fils avait 5 ans lorsque nous nous sommes établis à Lausanne venant de Suisse alémanique. Il ne parlait que le dialecte bernois. Dans cette ville, j'aurais pu trouver une école de langue anglaise, une autre de la mission catholique italienne, peut-être une troisième enseignant en turc ou en iranien, mais aucune en allemand. A notre époque de mobilité sociale, il faudrait pourtant disposer des moyens nécessaires à faciliter l'intégration et l'assimilation des jeunes immigrants – pas seulement d'origine étrangère – peut-être comme l'Ecole française de Zurich le pratique.

Faute de mieux, j'ai enseigné le français à mon fils au moyen des bandes dessinées d'Astérix. Il regardait les images, je les lui expliquais en alémanique et en français. Les deux versions étaient enregistrées: une méthode audiovisuelle très simplifiée. C'est en observant mon fils que je me suis rendu compte du problème que pose le passage d'une langue à une autre. Après ses premiers jours d'école, il rentrait à la maison en disant par exemple: «Hüt i dr Ecole het mi d Maîtresse à Tableau vüre grüeft, het mis Cahier aagluegt und gseit, mi Travail sigi excellent». Il avait créé son bolz, son alsacien à lui. Plus tard, il a commencé à traduire à partir du français – «C'est assez loin» devenait «das isch gnue wyt» – avant de bien faire la différence entre les deux langues.

Une autre langue, c'est un autre monde, une autre façon de penser. Quand mon fils jouait avec des Legos (sorte de briques de plastique per-

mettant de construire divers objets), je pensais au Mecano de ma jeunesse: on ne construit pas les mêmes jouets avec des jeux de construction différents. Impossible de construire une grue avec des Legos, car les pièces ne tiennent pas. En revanche, il est impensable de monter un bateau avec un Mecano. Nous ressentons une différence lorsque nous traduisons. Lorsque j'ai traduit la version allemande du *Portrait des Vaudois,* de CHESSEX, j'ai eu parfois l'impression de vouloir refaire la Tour Eiffel en pierre ou en bois, tellement le matériau est différent. En traduisant la requête des Brigands du Jorat, tirée du livre de GARZAROLLI, j'ai pu constater qu'en 1700 le français était déjà une langue complète, tandis que l'allemand a beaucoup plus évolué depuis cette époque.

On l'a souligné au cours des débats dans cette salle: le passage d'une langue à l'autre ne se limite pas à une performance sportive, technique ou linguistique, mais est surtout une affaire sociale, psychologique et politique. Une autre langue signifie: une autre tradition, une autre histoire, une autre civilisation. D'après une enquête de la Télévision romande, un Romand sur quatre se sent en exil, à l'étranger, après avoir franchi la frontière linguistique. La distance Zurich-Lausanne est plus courte pour le Suisse alémanique que le parcours inverse pour le Romand: un Suisse allemand sur sept seulement se sent à l'étranger en Suisse romande. Le Romand se méfie. Il a tout un arsenal de sobriquets pour désigner ses compatriotes d'Outre-Sarine: Tôtô, Köbi, Schnock, Schleu et Stofifre, tandis que les Alémaniques, eux, ne connaissent que le «Welsche», expression qui ne présente aucun caractère péjoratif.

Deux mots encore sur l'étude des sociologues zurichois Hardi FISCHER et Uri TRIER. Ces deux chercheurs se sont efforcés de définir l'image que l'Alémanique et le Romand se font d'eux-mêmes, les stéréotypes. Ils confirment ce que je viens de dire: les sympathies des Alémaniques pour les Romands sont plus grandes que l'inverse. Pour se définir, le Suisse allemand utilise des adjectifs comme «fort, rude, précis, sérieux, appliqué et lourd». Il définira le Romand à l'aide des notions de «raffiné, chaleureux, détendu, joyeux, souple, de bon goût, ouvert, léger». Et, dans les grandes lignes, le Romand approuve ce jugement. D'après ces enquêteurs, le Romand se fait de lui-même une image «pas très éloignée de son image idéale», tandis que le Suisse allemand, beaucoup plus inquiet, «projette dans l'image qu'il se fait du Romand certaines aspirations et certaines qualités dont il rêve, mais dont il s'estime dépourvu».

Je me rapproche peu à peu du sujet de notre colloque. Permettez-moi de citer encore l'opinion d'un de nos plus grands écrivains, Max FRISCH. Avant de créer la collection CH, mon collègue Hans TSCHÄNI lui avait demandé son opinion sur un échange littéraire par-dessus les frontières

linguistiques. Voici, en partie, la réponse de FRISCH: «Je dois l'avouer franchement, je suis moi-même un exemple de ce qui ne devrait pas arriver: plein de sympathie envers notre Suisse romande, je n'y ai pratiquement pas d'attaches personnelles, moins en tout cas qu'à l'étranger; j'en sais trop peu et me contente donc d'une sympathie a priori». Vous aurez noté, en passant, l'expression presque paternaliste: «notre Suisse romande». Les Romands ne diront que rarement «notre Suisse alémanique». FRISCH n'est pas un impérialiste, loin de là, mais d'après FISCHER et TRIER, l'Alémanique se considère comme le Suisse type, opinion confirmée par le Romand. Les deux chercheurs zurichois «ne s'en étonnent pas, à considérer l'importance beaucoup plus considérable de la population alémanique». Ils montrent que «l'image stéréotype de base est largement déterminée par le groupe social le plus affirmé, et qui est souvent le plus nombreux. Ainsi les Prussiens par rapport à l'ancien Empire allemand ou les Russes par rapport à l'Union soviétique».

Il faut admettre ce rapport de forces en Suisse. Il n'y a pas de mauvaise volonté du côté alémanique, M. BAUER l'a souligné, et les sociologues zurichois le confirment. Mais, en politique, il y a le poids du nombre, le poids démographique et le poids économique. En exagérant ce rapport de forces, pensons à l'image de la souris qui se promène avec un éléphant. Le petit rongeur le plus méchant n'arrivera pas à écraser un éléphant, tandis que celui-ci, même s'il a bon caractère et la plus grande sympathie à son égard, peut devenir un danger pour son petit compagnon.

Was ich mit dieser etwas umständlichen Einleitung wiederholen wollte, meine Damen und Herren, ist nichts anderes als die Feststellung, die hier bereits am ersten Tag klar zum Ausdruck kam: die Frage dieses Kolloquiums ist nicht nur linguistisch von Bedeutung. Sprache ist im weitesten Sinne des Wortes immer politisch: Kommunikation unter den Bewohnern einer Polis, im Zeitalter der Massenmedien und des Satellitenfunks Kommunikation unter den Bewohnern des «Weltdorfs» nach MCLUHAN, von dem hier der Fernsehfachmann gesprochen hat. Blicken wir in die Schweiz mit der ungleichen Gewichtung der Landessprachen, so erkennen wir die staatspolitische Bedeutung der Frage. Sprache ist Macht. Das Schweizerdeutsche ist die Sprache der Mehrheit, die «Sprache der Patrons» nach Dario ROBBIANI. Kleine Minderheiten empfinden ihre eigene Sprache manchmal als Sprache der Ohnmacht. Wenn der Tessiner Parlamentarier das Gefühl hat, man höre ihm nicht zu, so ist er nicht allein in dieser Lage. Vor einem Jahr rief der heutige Bundespräsident CHEVALLAZ angesichts unaufmerksamer Nationalräte aus: «Excusez-moi de parler français». Schlimm, wenn sich Angehörige einer

Minderheit in dieser Art entschuldigen müssen! Die Gleichberechtigung der Minderheiten muss denn auch meiner Meinung nach über das Proporzdenken hinausgehen. Die kleinlichen politischen Prozentrechnungen erinnern mich oft an die Anekdote von der «Kaninchenwurst», die je zur Hälte Kaninchen- und Pferdefleisch enthielt: ein halbes Pferd auf ein halbes Kaninchen.

Was ist Schwyzerdütsch? Herr HAAS hat meisterlich gezeigt: die Deutschschweizermundarten sind kein verdorbenes Hochdeutsch, kein «mauvais allemand» im Gegensatz zum «bon allemand». Die Mundarten haben, wie hier auch gesagt wurde, sogar eine Renaissance erlebt. Sie sind eine Art Alternativkultur im Gegensatz zur Prestigekultur geworden, zur «Opernhauskultur», wie Herr EGLI sagte. Die Mundartbücher zählen nach Tausenden, es gibt eine neue Generation von Mundartdichtern, Mundart-Chansonniers, Mundartpredigten, Mundartinserate, und es sollen sogar schon die ersten Todesanzeigen in Mundart erschienen sein, was vielleicht am besten von ihrer Lebendigkeit zeugen mag. Die Mundart dringt eindeutig vor in den Massenmedien, in der Tagesschau, wie wir gehört haben, in öffentlichen Reden, in der Kirche und auch in der Schule vom Kindergarten bis zur Hochschule – besonders im Gruppenunterricht. Das Schweizerdeutsche ist zu einem Ausbaudialekt oder sogar zu einer Ausbausprache geworden.

Auch im Tessin erlebt man einen Revival der Dialekte, wie Herr ROBBIANI sagte; sogar in der Westschweiz steigt das Interesse für Patois: Vor einiger Zeit ist ein Waadtländer Mundartbuch erschienen, «le Patois vaudois» von REYMOND und BOSSARD, das auf grosses Interesse stösst. Die Kenntnis der francoprovenzalischen und französischen Dialekte hilft uns zum Verständnis zahlreicher Orts- und Familiennamen. Vielleicht zeigt sich das neue Sprachgefühl zusammen mit dem weltweiten Erwachen der Nationalitäten, mit einer Entkolonialisierung: In Italien spricht man wieder piemontesisch, lombardisch und sizilianisch, in Frankreich erwachen Korsen, Basken, Bretonen, Provenzalen und sogar die Elsässer. Die Sprache des Volks stellt sich gegen die elitäre Sprache von Hof, Salons und Académie, mit der sich eine herrschende Schicht von Privilegierten abheben wollte.

Soll sich die Schule in ihren Elfenbeinturm zurückziehen? Soll sie keine Notiz nehmen von dieser Entwicklung? Wir erinnern uns alle an die ausgestopften Vögel in den staubigen Vitrinen, an die glanzlosen Pin-up-Schmetterlinge, mit denen Biologie unterrichtet wird. Biologie hat jedoch etwas zu tun mit Leben, und eine wichtige Eigenschaft der Vögel wäre das Fliegen. Auch die Sprache ist in erster Linie Leben. Sogar tote Sprachen sollte man lebendig unterrichten können. Mit seinem Lehr-

gang «Modärns Schwyzerdütsch» wendet sich Martin ZWICKY an Erwachsene – auch Herr CHEVALLAZ soll zu ihnen gehören, er wird allerdings Redewendungen lernen, die nicht für Diplomatenempfänge gedacht sind: «Das isch zum Chotze, das isch blutte Wahnsinn, das isch sauguet, das isch e Seich, das isch schampar guet.» Doch wichtig am Vogel ist, dass er fliegt, wichtig an der Sprache, dass sie lebt.

Und in der Schule? Ich verstehe die Vorurteile die zu überwinden sind, wenn schon Ausdrücke wie «Hahaha» als unkultiviert empfunden werden, wie Herr LANG in einem Diskussionsvotum sagte, oder wenn man in der Schule nicht lernen darf, wie man nach der Toilette fragt. Aber ich glaube mit Herrn MERKT: es ist ein Mangel, wenn Westschweizer Schulbücher keinen Hinweis auf das Schweizerdeutsche bringen. Schweizerdeutsch muss berücksichtigt werden; wie stark, ist eine Frage für sich. Als selbständiges Schulfach mit Noten scheint es hier, ich stütze mich auf Herrn RICHTERICH, abgelehnt zu werden, und mit Recht.

Herr MERKT hat eine zweite Forderung gestellt: die Deutschschweizer sollten ihre verkrampfte Haltung gegenüber dem Hochdeutschen aufgeben. Herr EGLI hat die Frage, die über diesem Kolloquium steht, beantwortet: Schweizerdeutsch als 5. Landessprache. Nein, le 'bon allemand' suffit». Wir brauchen jedenfalls keine schweizerdeutsche Schriftsprache, die Schweiz muss ihre Verbindung zum grösseren Sprachgebiet behalten. Es gilt, das Mass im Gebrauch von Mundart und Schriftsprache zu finden, damit wir nicht in eine «Hollandisierung» verfallen. Für die Schweiz war es zweifellos ein Glück, dass sie die Verbindung zu Deutschland immer aufrechterhielt.

In der Westschweiz aber sind viele Vorurteile gegen das Schweizerdeutsche abzubauen, wie schon zu Beginn Herr BAUER sagte. Später wurde an Benjamin CONSTANT erinnert: «des beuglements inarticulés, un troupeau de buffles, un troupeau d'oies.» Im Waadtländer Patois sind Deutschschweizer «lè Mâtse-fouètre», weil ihre Sprache offenbar an futtermampfende Pferde erinnert. In unserer Zeit schrieb Maître MANUEL in der «Nation», Schweizerdeutsch erinnere ihn an eine «concasseuse électrique»; wenn er in einer Wirtschaft Schweizerdeutsch höre, flüchte er sich möglichst in eine weit entfernte Ecke. Und wie uns Herr MERKT mit der Anekdote vom Galgenvogel und vom Berner Landvogt angedeutet hat, will der Waadtländer nur in höchster Todesangst deutsch lernen, was ihm, wie Maître MANUEL schrieb, erst noch nicht gelingt: Der begnadigte Todeskandidat soll laut MANUEL dreissig Jahre später gestorben sein, ohne dass er Deutsch gelernt hatte. Von Benjamin CONSTANT bis zu Roland BÉGUELIN, der ebenfalls zitiert wurde, führt eine direkte Linie.

Merkwürdigerweise kann es sogar Deutschschweizern ähnlich gehen, wenn sie eine Zeitlang in der Westschweiz leben. Hört man an Diskussionen am Deutschschweizer Fernsehen die verschiedenen Rachenkrachlaute, das Gurgeln, Keuchen, Husten, das hilflose Suchen nach einem Wort, das Kreissen, die gequälte Sprachlosigkeit, so empfindet man Schweizerdeutsch nicht immer als schön, auch wenn man es selber nicht besser spricht. Bern kennt sein Grossratsdeutsch. Im Kantonsparlament wird nur berndeutsch gesprochen, doch was für ein Berndeutsch! das üble Amtsdeutsch wird in Mundart abgelesen, dabei entsteht eine schaurige Mischsprache, die in Mundart wie in Hochdeutsch genau gleich tönt: «Der Zwäck dises Gesetzesentwurfs ischt eine Förderung der künschtlichen Besamung . . .» usw. Manchmal habe ich das Gefühl, die deutsche Schweiz erlebe einen eigentlichen Sprachnotstand, allerdings kaum in jenem Sinne wie Herr ROBBIANI befürchtete: Auch eine scheinbar klobige Sprache kann poetisch sein, und Liebende werden schon die richtigen Worte finden. Aussenstehende mögen vielleicht auf ähnliche Fehldeutungen kommen wie jener deutsche GOTTHELF-Herausgeber, der Ulis Ausruf «Aenneli, chumm gimmer es Müntschi» mit der Fussnote erläuterte: «Müntschi = schweizerisches Kleingebäck».

Das Bild des Schweizerdeutschen fällt in der Westschweiz nicht sehr positiv aus. Wie sehen es die Rätoromanen? Von Herrn CATHOMAS haben wir vernommen: «Jeder sieht die Germanisierung um sich greifen, sieht, wie das Rätoromanische in vielen Domänen allmählich, aber andauernd verdrängt wird. Trotzdem kann es sich der Rätoromane eigentlich nicht leisten – weder physisch noch psychisch – gegen dieses Schwyzerdütsch eingestellt zu sein. So sehr hat diese Sprache in unsern Alltag bereits eingegriffen. Wenn man die Situation noch näher betrachtet, muss man ja auch gestehen, dass eigentlich nicht das Schwyzerdütsch als solches schuld ist an der Bedrohung der romanischen Sprache, sondern vielmehr die wirtschaftliche Situation, die politischen Entscheidungen, die Mobilität und die damit verbundene Nivellierungstendenz in der modernen Gesellschaft».

So stellt sich hier die Frage: Ist das Rätoromanische noch zu retten? Oder bleibt nichts anderes übrig als patriotische Sterbehilfe? Das Rätoromanische ist wichtig als schwächstes Glied in der Kette der Sprachminderheiten. Kommt es auch in den andern Minderheits-Sprachgebieten zu einer «Hinwendung zur starken, mächtigen, zahlenmässig dominierenden Sprache der Schweiz» wie in Romanisch-Bünden? Weitere Frage: Vor einigen Jahrzehnten noch sprachen die Rätoromanen Hochdeutsch, wie sie es in der Schule gelernt hatten. Heute wäre nach CATHOMAS «das Hochdeutsche als Kommunikationssprache zwischen Rä-

toromanen und Schweizerdeutschen unvorstellbar.» Wäre der Übergang zum Schweizerdeutschen als Kommunikationssprache, wie ihn etwa Jean-Pierre VOUGA in seinem vorzüglichen Büchlein über Deutsch und Welsch empfiehlt, vielleicht ein ähnlicher Schritt zum Untergang?

Oder ist der Rückgang des Rätoromanischen ein Sonderfall, weil hier im Gegensatz zum Italienischen und Französischen ein «gleichsprachiges, kulturell und sprachlich starkes Hinterland» fehlt? Ist das Rätoromanische auch in der Beziehung auf das fehlende «Wir-Bewusstsein» ein Sonderfall? Gibt es eine Gesamt-Identität in der Westschweiz und in der italienischen Schweiz? Oder herrscht auch hier die «regionale, ja lokale Identität vor» wie es Alain PICHARDS Buchtitel «La Romandie n'existe pas» andeutet?

Damit wären wir beim Staatspolitischen angelangt, den Beziehungen zwischen Deutsch und Welsch. Wird das Schweizerdeutsche tatsächlich nicht zur fünften, sondern zur ersten Sprache?

Heute sprechen drei von vier Schweizern deutsch. Der Anteil des Französischen ist zwischen 1910 und 1970 um zwei Prozent von 22 auf 20 Prozent gesunken. Dies laut eidgenössischer Statistik. Sie kennen aber die scherzhafte Steigerungsreihe: Kleiner Lügner, grosser Lügner, Statistiker. So brachte die NZZ am 10. Januar dieses Jahres einen ganzseitigen Beitrag im Inlandteil, der die jurassischen Warnungen vor einer Germanisierung als unberechtigt bezeichnete. Die NZZ brachte eine Sprachstatistik, die der eingangs erwähnten zu widersprechen scheint. Danach wäre der Anteil der deutschen Sprache von 71,4% im Jahre 1880 auf 64,9% 1970 zurückgegangen. Der hohe Deutsch-Anteil von 72,6% im Kriegsjahr 1941 lässt darauf schliessen, dass diese Zahlen die gesamte Einwohnerzahl betrifft, nicht nur die Zahl der Schweizer Bürger. Italienisch stieg deshalb auch von 5,8% im Jahre 1880 auf 11,9% 1970, der Anteil der «anderen» Sprachen von Null auf 4,3%. Der Verfasser der NZZ-Studie erklärt: «Jeder Argwohn einer Minderheit will auf Stichhaltigkeit hin geprüft sein. Wer sich als alemannischer Schweizer selbstkritisch prüft und Klagen aus anderssprachigen Landesteilen unvoreingenommen anhört, braucht sich auch den Trost nicht vorzuenthalten, den Gonzague de REYNOLD ihm als berufener Verteidiger der Latinität in der Schweiz 1939 reichte: «Bis zum heutigen Tag hat sich die Sprachenfrage in der Schweiz nie gestellt, weil die alemannische Mehrheit nie versuchte, ihre Sprache herrschen zu lassen!» Der Verfasser nimmt nicht Stellung zur Frage, ob sich seit 1939 etwas geändert haben könnte. Aus dem rätoromanischen Gebiet wissen wir, «dass eigentlich nicht das Schwyzerdütsch als solches schuld ist»: ein bewusster Machtdrang der Deutschen Schweiz scheint nicht vorzuliegen. Geben wir des-

halb noch einmal dem NZZ-Gewährsmann das Wort: «Niemand ficht das sprachliche Territorialprinzip an. Etwelches Hin und Her an den schweizerischen Sprachgrenzen erheischt geschmeidige Anpassung, wie sie ja auch täglich geübt wird – oft mit Humor, Charme und Intelligenz. Nimmt jemand an Übermarchungen Anstoss, sollte er nicht gleich böse Absicht wittern und Argwohn schüren. Aus nationalen Nöten haben wir doch auch geistige Tugenden zu machen verstanden!»

Genügt es, wenn wir einfach nett zueinander sind? Oder braucht die Minderheit doch vermehrten politischen und rechtlichen Schutz? Ficht tatsächlich niemand das sprachliche Territorialprinzip an? Vor einem Jahrzehnt führte der «Schweizerische Beobachter» eine Kampagne gegen den «uneinsichtigen» Gemeindepräsidenten von Gurwolf (Courgevaux) im Kanton Freiburg, der sich aufgrund des Freiburger Sprachenrechts gegen eine deutsche Schule im traditionell französischsprachigen Dorf wehrte. Nach Rudolf VILETTA «wird vor allem die rätoromanisch-deutsche Sprachgrenze als eine zum Nachteil des Rätoromanischen fliessende oder bewegliche angesehen. Der alles entscheidende sprachenrechtlich-territoriale Schutz der Rumantschia, der schwächsten sprachlichen Minderheit in der Schweiz, kommt also nicht zum Tragen.»

Vermag der Schutz der Sprachgrenze das Rätoromanische noch zu retten? Wird es nicht von innen heraus ausgehöhlt? Hat in diesem Falle das Territorialprinzip überhaupt noch einen Sinn? Kann das Territorialprinzip die andern Sprachminderheiten genügend schützen? Wollen wir sie schützen? Brauchen sie überhaupt Schutz? Herr VILETTA gab hier ein Votum ab, das mir als einem politischen Journalisten sehr wichtig scheint. Ich möchte es wiederholen: «Die Gefährdung des Rätoromanischen, die trotz erhöhter Subventionen immer akuter wird, die Auswirkungen der faktischen Benachteiligung des Italienischen sowie des dynamischen Ausbaus des Deutschen als Hauptamtssprache des Bundes (. . .) sind Teile eines umfassenden Fragenkreises, den die Schweiz als ein politisches Problem der Mehrsprachigkeit anerkennen und lösen muss, wenn sie nicht die Gefahr eingehen will, ihre Glaubwürdigkeit zu verlieren. Sie muss sich bewusst bemühen, der verfassungsrechtlich verankerten Idee der mehrsprachigen Eidgenossenschaft einen echten Inhalt zu geben». (. . .) Die geltende Regelung der schweizerischen Sprachenfrage, die häufig mit wesentlich mehr schwärmerischem Wohlwollen denn Tatsachenkenntnis als leuchtendes Vorbild beurteilt wird, sollte durch unser aller Streben einer ehrlichen und gerechten, beispielhaft grosszügigen Lösung nähergebracht werden, von deren Ausstrahlungskraft mit Fug auch eine konstruktive, befriedigende Wirkung auf die weltweite stets wachsenden Nationalitätenkonflikte erwartet werden könnte.»

Herr VILETTA möchte also

- das politische Problem der Mehrsprachigkeit anerkennen und lösen,
- der Idee der mehrsprachigen Eidgenossenschaft einen echten Inhalt geben,
- auf die weltweit wachsenden Nationalitätenkonflikte als Vorbild wirken.

Ein hochgestecktes, aber sehr schönes Programm.

Vielleicht müsste, praktisch gesehen, auch der Sprachföderalismus diskutiert werden, von dem heute oft im Zusammenhang mit dem Juraproblem die Rede ist, meist im ablehnenden Sinne. Begriffe wie BÉGUELIN, Ethnie und Sprachföderalismus sind Tabus, und wirken auf viele Leute wie die roten Tücher in der Arena. Kürzlich noch meinte ein Westschweizer Nationalrat, als er die Romands zum Zusammenhalt aufrief: «Qu'on m'entende bien! Il ne s'agit pas de proclamer quelque nationalisme romand que ce soit alimentant la funeste et inhelvétique théorie des ethnies.» Sprachföderalismus wäre also wie so manches andere «unschweizerisch». Allerdings wurde das Postulat MASPOLI, wenn ich richtig informiert bin, im Ratsplenum angenommen. War der Entscheid der Ratsmehrheit unschweizerisch? Oder nahm man das Postulat nur deswegen an, weil es aus dem Tessin kam, von seiten einer «ungefährlichen» Minderheit? Wurde es erst unschweizerisch, als es Herr BÉGUELIN unterstützte? Item, hier sind wohl zwei Worte über das Juraproblem einzufügen. Der Juraseparatismus gehörte lange Zeit ins Gebiet der Polit-Pornographie: wer sich damit befasste, musste sich in den Augen gutmeinender Bürger selber besudeln. Doch ist und bleibt es ein Sonderfall, oder könnte es zu einem Katalysator für ein umfassenderes Nationalitätenproblem der Schweiz werden?. Wir dürfen die Sprachprobleme nicht mehr in ähnlicher Art verdrängen wie Bern das Juraproblem, wenn wir grössere Spannungen vermeiden wollen. Die Frage einer besseren Berücksichtigung der Sprachminderheiten muss offen diskutiert werden. Sprachföderalismus kann als Institutionalisierung der Konfrontation gefährlich werden, er könnte aber auch zu einer Institutionalisierung des Gesprächs führen, wie wir es hier in diesem Saal gesucht haben.

Dieses Kolloquium hatte nicht die Aufgaben und Kompetenzen einer politischen Behörde. Mir scheint jedoch aus den Referaten und Diskussionsvoten hervorzugehen, dass sich die offizielle Schweiz intensiver mit dem Problem der Mehrsprachigkeit auseinanderzusetzen hätte. Ich habe mich in diesem Frühjahr in Ottawa mit dem kanadischen Beauftragten für Sprachenrecht unterhalten: Kanada kann der Schweiz hinsichtlich Sprachenschutz als Vorbild dienen. VILETTAS Anregung, einen schweizerischen Beauftragten für Sprachenrecht einzusetzen, halte ich für be-

merkenswert. Ich gestatte mir ein weiteres Postulat beizufügen: Nach kanadischem Vorbild sollte ein Bericht über die Lage der Sprachen in der mehrsprachigen Schweiz ausgearbeitet werden. Dieser Bericht hätte sich vor allem mit dem Schutz der Sprachminderheiten zu befassen. Dabei darf man sich keinen Illusionen hingeben: die wirtschaftliche Entwicklung wird entscheidend sein. Doch die Sprachen gehören ebenso zu den Kulturgütern wie erhaltenswerte Gebäude, und ebenso zu den Schätzen unseres Landes wie Seen und Tiere.

Ich möchte einige der Postulate zusammenfassen:

- das Schweizerdeutsche sollte gepflegt und auch im Sprachunterricht ausserhalb der deutschen Schweiz berücksichtigt werden. (Umgekehrt *cum grano salis* auch die andern Dialekte;)
- die Deutschschweizer sollten die verkrampfte Haltung gegenüber dem Hochdeutschen aufgeben;
- das Territorialprinzip soll weiterhin gelten, doch für Neuzuzüger sollten Adaptationsklassen geschaffen werden;
- der Schutz der Sprachminderheiten muss vor allem beim schwächsten Glied, dem rätoromanischen, einsetzen;
- Sprachenrecht und Sprachenpolitik sind zu überprüfen; die Minderheiten brauchen jedenfalls einen Schutz.

Wir benötigen, wie ich glaube, ein politisches Sprachbewusstsein, besonders in der deutschen Schweiz.

Mesdames, Messieurs,

Les réflexions inspirées par le Schwyzertütsch nous posent une autre question, d'ordre politique celle-ci: «Est-ce que la cohésion nationale de la Suisse est menacée?» Heureusement que les frontières confessionnelles de notre pays n'en recouvrent pas les frontières linguistiques. Les cantons de tradition protestante côtoient ceux de tradition catholique de part et d'autre de la Sarine, et c'est grâce à cette «Kraftfeldervielfalt», dont parle Erich GRUNER, que l'unité dans la diversité se maintient. Or, dans notre siècle, où les tensions confessionnelles s'atténuent, l'appartenance linguistique semble devenir plus importante. La question linguistique pourrait donc être existentielle pour notre Confédération.

M. DELAMURAZ, syndic de Lausanne, dans un postulat développé devant le Conseil national, déplore la sous-représentation romande dans l'administration fédérale et les conditions de travail réservées aux minorités linguistiques: «En ces conditions, les fonctionnaires non alémaniques perdent peu à peu leur identité culturelle. Les minorités linguisti-

ques du pays se trouvent progressivement en porte à faux à l'égard de la Berne fédérale. La Confédération court de réels dangers de déséquilibre dans cette érosion de l'influence de la langue et de la culture françaises; elle se prive d'un apport, d'une forme de pensée qui lui sont pourtant indispensables; elle concourt à une tendance unificatrice dans le domaine où, pour la Suisse, elle est fondamentalement inconcevable». Le problème dépasse, bien sûr, l'administration et le parlement.

J'en arrive à ma conclusion.

La diversité linguistique de la Suisse est plus ancienne que la Suisse elle-même. L'Ouest helvétique a été occupé paisiblement par les Burgondes, une peuplade germanique qui a adopté la langue romane, tandis que la partie Est a été conquise par les Alamans, autre peuplade germanique qui, elle, est restée fidèle à son idiome un peu rude. Il est vrai que l'ancienne Confédération, fondée plusieurs siècles après l'installation de ces deux peuplades en Helvétie, parlait allemand, les territoires 'welsches' étant des pays alliés ou sujets. Mais cette Confédération est née au Saint-Gothard, formant un pont entre la partie italienne (donc 'welsche') et la partie allemande du Saint-Empire; aujourd'hui encore, la mission de la Suisse est de jeter des ponts entre des cultures différentes. Sans les territoires latins, la Suisse n'existerait plus.

Deux dangers nous guettent:

- que les minorités deviennent de nouveau des pays sujets et qu'elles cessent d'exister;
- le manque de contacts, qui semble un paradoxe à l'époque des mass media et de l'information totale.

Autrefois, les régions linguistiques de la Suisse vivaient dans une coexistence plus ou moins pacifique; maintenant, je redoute une ignorance réciproque quasi volontaire. Dans le temps, on se regardait face-à-face. Maintenant, les Alémaniques regardent la télévision allemande, les Romands la télévision française. Nous nous isolons, nous nous mettons dos à dos. Mais il nous faut le dialogue, le face-à-face. Si nous nous retrouvons un jour, ce sera peut-être grâce aux linguistes. Je vous remercie de votre attention.